



#DÉCLARATION LIMINAIRE

GT CNAS DU 24 février 2026

Madame la présidente,

Nous commencerons notre déclaration liminaire sur notre très fort mécontentement concernant la transmission des documents préparatoires à ce GT. Alors, oui, nous le disons haut et fort, c'est un total manque de respect des représentant-e-s des personnels que nous sommes : envoyer les documents le jeudi après-midi pour siéger le mardi matin !!!

La CGT Finances en a assez que le règlement intérieur de notre instance soit piétiné, que nous soyons déconsidérés.

Par ailleurs, **la CGT Finances** dénonce la baisse scandaleuse et catastrophique de 76,8 % du budget des sections régionales interministérielles d'action sociale (SRIAS).

Sous couvert de «contraintes budgétaires», c'est un véritable plan de liquidation de l'action sociale interministérielle qui est en marche.

Ce qui risque concrètement de changer pour les agent-e-s de la fonction publique d'Etat:

Restauration : Des assiettes plus chères et moins garnies ! La baisse des subventions signifie une augmentation immédiate du «reste à charge» pour l'agent-e, transformant la pause déjeuner en poids financier supplémentaire.

Vacances : Après une première attaque faite aux retraité-e-s, la disparition des chèques-vacances pour tous les agents est désormais une menace réelle ! C'est le retrait d'un dispositif qui permet à des milliers de familles de partir en vacances.

Séjours handicap et aidant-e-s : Ces séjours «bulle d'air», vitaux pour les enfants en situation de handicap et leurs parents, sont les premiers sacrifiés ! La CGT le rappelle : un enfant heureux, ce sont des parents sereins. Supprimer ces séjours, c'est abandonner les familles les plus fragiles.

Logements d'urgence et temporaires : En cas de séparation, de sinistre ou de mutation difficile, les solutions de relogement d'urgence vont se compliquer encore plus !

La CGT Finances le répète depuis des années maintenant, de l'argent, il y en a, et **nous n'accepterons pas que l'action sociale ministérielle soit sacrifiée !**

La CGT Finances ne négocie pas avec le Secrétariat Général la casse de notre action sociale. Nous respectons le vote de nos collègues, qui par les urnes, nous ont accordé leur confiance.